

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 25/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS

1973 BD DE LA DEFENSE
92000 Nanterre

Références : 20240627_RAP_VinciConstruction_Tierces_vf
Code AIOT : 0003202711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 de l'établissement VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS implanté au lieu-dit "Les Tierces" à Villarodin-Bourget (73 500). L'inspection n'a été annoncée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site des Tierces, constitutif des installations concourant aux travaux de percement du tunnel de base du Lyon-Turin, est une installation classée pour la protection de l'environnement qui a été mise progressivement en exploitation depuis le printemps 2023. La présente inspection a été réalisée par opportunité, à l'occasion d'un passage en proximité de ce site et sans pénétrer dans son périmètre. Elle vise à vérifier le respect de la prescription relative à l'intégration paysagère du dépôt, qui est venue renforcer les prescriptions générales applicables édictées dans l'arrêté préfectoral pris en 2022 pour enregistrer ces installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS
- Lieu-dit "Les Tierces" 73500 Villarodin-Bourget
- Code AIOT : 0003202711
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Tierces participe au traitement des matériaux issus des travaux d'excavations du chantier de liaison ferroviaire Lyon-Turin, pour la section réalisée entre la descenderie et Villarodin-Bourget/ Modane jusqu'à la frontière italienne. Il est dédié au stockage des déchets inertes non valorisables. Compte tenu des problèmes logistiques associés à la plateforme du Moulin, qui est exploitée dans un secteur très contraint en termes d'espace, la partie est du site des Tierces accueille également une station de transit des matériaux d'excavation.

Ce site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement pris au bénéfice de TELT le 16 novembre 2022.

Par télédéclaration du 30 mars 2023 et dans le cadre du périmètre du CO 5a, la société VINCI CONSTRUCTION GRANDS PROJETS, membre du groupement LYTO, a procédé à un changement d'exploitant de ces installations, dont le transfert est considéré comme effectif depuis le 1er avril 2023.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : la visite d'inspection a eu pour objet de vérifier le respect de l'intégration paysagère du dépôt, lors de sa remise en état, coordonnée à l'avancement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagement topographique des risbermes.	Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.2.1	Sans suite	SO

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas respecté les transmissions réglementaires requises avant ses travaux de remise en état, coordonnés à l'avancement. Il a réalisé les travaux de réaménagement des deux premières risbermes sans aucune validation de l'inspection.

L'impact paysager du dépôt des Tierces étant l'un des enjeux majeurs du projet, et son intégration paysagère ayant fait l'objet d'une attention particulière lors de la constitution, puis de l'instruction du dossier, sur lequel les architectes et paysagistes conseils de l'État se sont prononcés, l'exploitant doit prendre en compte ces prescriptions dans le réaménagement du site .

Il est rappelé que l'objectif de la remise en état définitive de l'ensemble du massif est de rendre l'aspect du site de dépôt le plus naturel possible, notamment avec une variation de la hauteur des risbermes selon des « fuseaux ».

Une attention particulière devra donc être portée aux futures risbermes qui seront réaménagées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement topographique des risbermes.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état du site (coordonnée à l'avancement)
Prescription contrôlée : « Dans le cadre des travaux de réaménagement progressif et coordonné puis de remise en état, l'exploitant a l'obligation de faire varier les pentes des risbermes afin de favoriser des lignes obliques plus proches des lignes naturelles. À cette fin il transmettra, au moins 2 mois avant la clôture de chacune des phases d'exploitation décrite dans le plan de phasage, un plan définissant des zones où les risbermes auront un point haut et un point bas différents, plan qu'il mettra en œuvre après validation des services de l'inspection des installations classées. ».
Constats : Le plan de récolement des risbermes a été transmis par mail le 26 juin 2024 à la DREAL. Cependant, l'inspecteur présent lors de la visite n'était pas informé de cette transmission. Alors que les travaux de modelage des deux premières risbermes sont achevés et que leur végétalisation est en cours, l'exploitant n'a pas transmis aux services de l'inspection des installations classées, deux mois avant la clôture de la phase d'exploitation, le plan requis, précisant les zones où les points hauts et bas des risbermes diffèrent. La topographie a été aménagée pour assurer le bon écoulement des eaux, mais elle ne favorise pas des lignes obliques plus proches des formes naturelles. Cette situation contrevient à la demande des architectes et paysagistes conseils de l'État, qui ont été mobilisés pour ce projet et dont les avis ont été rendus opposables par l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2022. Néanmoins, c'est bien l'ensemble du massif, une fois réaménagé, qui devra répondre à cette exigence. Une attention particulière doit être apportée afin de garantir la bonne application de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral, afin que le rendu final du massif respecte pleinement cette demande.
Type de suites proposées : Sans suite

Annexe photographique

Communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nom du point de contrôle : Aménagement topographique des risbermes.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2022, article 2.2.1



Vue globale du site



Focus sur la partie Nord-ouest